

# L'Article 2279 du Code Civil

ET SON

## APPLICATION AUX DONS MANUELS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le 16 Décembre 1912, à une heure et demie*

PAR

**André VIÉNOT,**

Avocat à la Cour d'Appel.

---

M. AMBROISE COLIN, Président.

M. MASSIGLI    }  
M. TISSIER       } Suffragants

---

CLERMONT (OISE)

IMPRIMERIE DAIX FRÈRES & THIRON

3, PLACE SAINT-ANDRÉ, 3

---

1912



*L'Article 2279 du Code Civil*

ET SON

*Application aux Dons manuels*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# L'Article 2279 du Code Civil

ET SON

## APPLICATION AUX DONS MANUELS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le 16 Décembre 1912, à une heure et demie*

PAR

**André VIÉNOT,**

Avocat à la Cour d'Appel.

---



M. AMBROISE COLIN, Président.

|             |               |
|-------------|---------------|
| M. MASSIGLI | } Suffragants |
| M. TISSIER  |               |

---

CLERMONT (OISE)

IMPRIMERIE DAIX FRÈRES & THIRON

3, PLACE SAINT-ANDRÉ, 3

---

1912

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*

## INTRODUCTION

---

Les Dons manuels ont pour seul objet les meubles : eux seuls passent, au sens propre, de main en main. Or les meubles sont soumis à une règle particulière, celle qu'à leur égard, la « Possession vaut titre » (Art. 2279 C. civ.). Un rapport existe forcément entre la théorie des Dons manuels et celle du régime de ces biens.

Nous nous sommes proposé d'étudier les deux principales questions qu'il soulève :

Peut-on fonder sur l'article 2279 C. civil, la validité des Dons manuels ;

Quelle est l'utilité de cet article, quant à leur preuve ?

Les auteurs dont nous avons reçu, pour notre étude, les plus fécondes suggestions sont MM. Saleilles et Planiol. Tous deux ont analysé avec une finesse singulière les rôles différents que remplit l'article 2279, sui-

vant qu'il est opposé au Propriétaire revendiquant par son ayant cause immédiat ou par un Acquéreur *a non domino*.

Notre tâche a consisté, après eux, à développer en un plus grand détail certaines des conséquences de la distinction ; nous nous sommes efforcé, d'autre part, d'en donner une justification rationnelle, absente chez M. Saleilles qui, sans d'ailleurs contester que la distinction soit actuellement applicable, élève du moins quelques critiques contre la situation trop favorable faite, selon lui, à l'Acquéreur *a non Domino*. Nous avons dû aussi la fonder en droit positif. Nous espérons qu'en combattant sur ce point M. Planiol, nous n'aurons manqué à aucun des égards qui lui sont dus.

Notre étude se termine par un exposé de la doctrine et de la jurisprudence qui se sont produites sur notre sujet, et par un examen de la Possession nécessaire au prétendu donataire manuel pour bénéficier, quant à la preuve du Don allégué, de l'article 2279.

---

## CHAPITRE I

---

### L'ART 2279 C. CIV. ET LA VALIDITÉ DES DON MANUELS

#### I

Sur le point principal, l'accord est entier : tout le monde admet qu'une personne qui reçoit d'une autre un objet mobilier, à titre de Don, en devient propriétaire, sans qu'il soit nécessaire d'observer les formes imposées aux Donations par l'Art. 931 C. civ.

Seulement, si cette opinion est générale, il s'en faut bien qu'elle soit toujours justifiée de la même manière.

Pour les uns, le Don manuel est permis par le Code : c'est un mode spécial de disposer à titre gratuit, qui a pour conditions la remise matérielle d'un objet, et la volonté respective, chez les deux parties, d'en aliéner et d'en acquérir la propriété.

Pour les autres, il est une « nécessité subie » (1). Le

(1) V. LABBÉ. — *Revue critique*, 1882, t. 48, pp. 338-39 et Note sous Paris, 30 déc. 1881, S. 83. 2. 241.

Code le défend dans l'article 931, en soumettant les Donations à une règle qu'il méconnaît. Cependant, une autre règle, celle applicable à la Possession des meubles, permet d'éluder cette défense. On sait qu'aux termes de l'article 2279 « en fait de meubles, la Possession vaut titre ». Il suffira donc au pseudo-donataire de s'en prévaloir pour désarmer ceux qui invoqueraient contre lui l'irrégularité de la Donation.

Il n'est pas indifférent d'adopter l'une ou l'autre de ces explications : car on n'admet pas, dans l'une et dans l'autre, que la transmission de propriété ait lieu au même titre : les partisans de l'une professent que le Possesseur est propriétaire parce qu'il est donataire ; ceux de l'autre, parce qu'il possède un meuble.

Les différences qui vont s'ensuivre se laissent entrevoir facilement. Marquons les résultats auxquels doivent aboutir ceux qui invoquent, dans la matière, l'article 2279. Pour obtenir les résultats de l'autre opinion, il n'y aura qu'à s'en figurer de tout opposés.

D'abord, comme on répute non avenue la déclaration que fait le Possesseur de sa qualité de Donataire, on devra le soustraire à toutes les obligations dont un donataire est tenu, et à toutes les éventualités qui le menacent. Il ne sera question, pour lui, ni de rapport, ni de réduction, ni de résolution ou révocation d'aucune sorte.

D'autre part, comme le donataire n'est qu'un simple bénéficiaire de la maxime : En fait de meubles..., les

parties ne pourront réclamer les effets d'aucun pacte joint au Don manuel qui ne sera pas conçu dans la forme authentique. Si, en effet, l'interprète doit se résigner à ce Don, du moins, ne doit-il le faire que dans la mesure stricte où il y est obligé. Ce qui l'y oblige, c'est, on l'a vu, le fait de la Possession. Or, la Possession ne révèle par elle-même qu'une chose, à savoir que la propriété a été transmise immédiatement, sans aucune restriction au profit de celui qui l'aliène, sans aucun avantage supplémentaire au profit de celui qui la reçoit. Telle est l'apparence. Si cette apparence est inexacte, si les parties ont entendu soumettre à un terme ou à une condition l'opération qu'elles faisaient, ou bien ne négocier que sur la nue propriété ou l'usufruit, ou encore si une clause de propre ou de préciput a été stipulée, il faudra, pour le prouver, un acte spécial, au sujet duquel les prescriptions de l'article 931 reprendront leur empire. Ici, en effet, l'interprète n'a pas la main forcée. Le fait de la Possession ne lui commande pas de tenir compte des modifications ainsi apportées à l'effet normal de la remise du meuble. Avant de les reconnaître, il exigera donc, à bon droit, qu'elles soient constatées dans la forme applicable, en principe, à l'expression de la volonté libérale et de ses modalités.

On voit ainsi tout l'intérêt qu'il y a à donner un fondement ou un autre à la validité des Dons manuels.

A la vérité, les partisans de l'un et de l'autre n'en

ont pas toujours tiré à la rigueur les conséquences qu'on a vues.

Par exemple, M. Labbé qui se résigne au Don manuel, sans l'admettre positivement, s'écarte de sa conception et traite le Possesseur en donataire, quand il s'agit de l'assujettir aux différentes obligations qui tiennent à son titre. (Rapport, réduction, etc..)

D'autre part, tout en admettant que le Don manuel soit un mode de disposer permis par la Loi, un véritable contrat de Donation, l'un des partisans du système opposé, M. Bressolles, repousse les pactes joints dans les mêmes conditions que M. Labbé.

L'intérêt de la controverse, cependant, ne nous paraît pas diminué.

En premier lieu, il est aisé d'apercevoir que M. Labbé a été entraîné par un intérêt purement pratique à reconnaître au Possesseur, en certains cas, la qualité de Donataire. Il n'a pas voulu qu'ayant reçu le meuble indûment il en fût propriétaire à meilleur compte que s'il avait régulièrement procédé. Un tel souci est, nous nous l'avouons, légitime, mais il nous semble difficile, si le principe est admis, de ne pas l'appliquer jusqu'au bout. Sans doute, de bons résultats pratiques forment encore la seule fin que le Droit se propose. Il n'en est pas moins vrai que si l'on entreprend de les systématiser, en les rattachant à des principes, on doit accepter en entier ce que les principes commandent. Si, par exemple, on définit le Donataire manuel

comme un Possesseur de meubles, c'est aller contre la logique et contre la science, de jamais le prendre pour autre chose. On peut toujours changer le principe quand on le juge contraire, dans ses résultats, à l'« opportunité », ou même, quand on n'en trouve pas d'autre qui résume et contienne en germe tous les résultats qu'on souhaite, il est alors préférable de les formuler en des propositions séparées et particulières. Il nous semble donc que si l'on suit les véritables règles, le principe posé gardera dans tous les cas, toute sa vertu et tout son tranchant.

Une autre dérogation, nous l'avons indiqué, a eu lieu en sens inverse.

M. Bressolles (1), partisan du Don manuel-contrat, n'admet pas qu'on y joigne de pactes. Ici, d'ailleurs, l'auteur prétend s'autoriser des principes eux-mêmes. A ses yeux, la volonté des parties, quand elle recourt, pour s'exprimer, à la tradition matérielle de la chose, ne peut avoir pour objet que la translation pure et simple de la chose même. Le Don manuel est un « contrat réel » qui, de lui-même, suppose, chez celui qui aliène, un dessaisissement immédiat et complet de la Propriété. Sans doute, il dépendra des parties de modifier cet effet. Mais elles devront, pour le faire, se servir d'un procédé distinct, qui sera celui de l'Acte authentique.

(1) *Les Dons manuels*, 267-273.

MM. Baudry Lacantinerie et Colin (1) ont justement observé, à cet égard, qu'on ne saurait invoquer, comme le fait M. Bressoles, le caractère réel du contrat. Il nous semble également nécessaire d'admettre, si l'on n'est pas trompé par les mots, que le bien donné manuellement n'est pas à la vérité la chose même, mais le droit de propriété qui la frappe ; que le principal, par conséquent, n'est pas le déplacement matériel du meuble, mais l'acte de volonté qui s'y joint. Or, si la volonté anime ainsi le fait et lui imprime une signification, elle doit être capable de lui imprimer toutes les significations qui lui plaisent et de prendre à son gré pour objet de la négociation dont elle est l'artisan et le soutien, la nue propriété ou l'usufruit. Il faudra sans doute prouver qu'il en est ainsi, car le fait de la Possession ne suffit pas à l'indiquer. En tous cas, toutes les preuves seront bonnes, écrits, témoignages, présomptions pour préciser de quoi les parties ont convenu. Pas d'« obstacle de droit » sur ce point, mais simple « difficulté de fait ». On doit d'ailleurs admettre que la volonté, libre quant à la nature même du droit qu'il s'agit de transférer, est libre encore aux autres points de vue. Le Don manuel peut donc être affecté d'un terme ou d'une condition, d'une clause de propre ou de préciput. C'est un contrat comme un autre, aussi sou-

(1) *Traité des Donations*, t. 1, p. 533. Adde Colin, *Etude sur les Don manuels*, p. 65.

ple qu'un autre. Expression de la volonté, il doit en exprimer toutes les nuances.

Enfin, d'autres questions se rattachent à la nature du Don manuel. Des conséquences très différentes devront être admises, en effet, au point de vue de la complexion même et de la stabilité de son droit, suivant qu'on verra ou non, dans le possesseur, un donataire proprement dit. Nous nous réservons de les montrer à une autre place où elles seront mieux comprises (1).

Le débat est ainsi d'une grande portée pratique.

Disons tout de suite, en annonçant déjà notre conclusion, que nous ne l'aborderons pas tout entier : le don manuel est, à nos yeux, un mode de disposer à titre gratuit que la loi permet. Deux raisons entraînent là-dessus notre conviction : la première, c'est qu'on démontre positivement que le Code a laissé subsister la pratique, antérieure à lui, des dons manuels ; la seconde, c'est que l'article 2279 est impuissant, quoi qu'on en ait dit, à fournir au donataire manuel la situation solide qu'on a prétendue et que, par suite, si l'on admet qu'il a cette situation, il faut en chercher ailleurs le principe.

Le premier point a déjà été prouvé surabondamment, et, pour ne pas répéter nos prédécesseurs, nous n'en reprendrons pas l'étude.

Nous nous occuperons uniquement au second.

(1) V. *infra*, p. 22-23.

## II

1° Essayons, dans cette vue, de bien concevoir le régime de la propriété mobilière et les différents avantages qui, suivant les cas, doivent être attachés en pareille matière à la possession.

On sait qu'il n'est pas d'usage de constater par écrit les transactions qui ont lieu sur les meubles.

Il suit de là :

1° Que l'acquéreur ne peut s'assurer du droit de la personne avec laquelle il traite : celle-ci n'a pas de « titres » à lui produire ;

2° Que lui-même n'a rien entre les mains pour prouver l'acquisition qu'il a faite.

Si l'on applique ici le droit commun, le Possesseur qui n'aura pas traité avec le Propriétaire véritable restera exposé, tant qu'il n'aura pas prescrit, à sa revendication ; et à supposer qu'il ait traité avec lui, il succombera, faute de titre prouvant sa propre acquisition, dans le procès que celui-ci pourra toujours soulever.

De fait, la propriété mobilière a été soumise à ce régime, directement issu du droit romain, et applicable aux immeubles encore aujourd'hui, du 16<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle (1).

(1) Pour l'histoire de la propriété mobilière avant cette époque, il faut consulter l'étude historique si documentée de M. Jobbé-Duval sur la Possession des meubles.

Vers le milieu du 18<sup>e</sup> siècle, seulement, la jurisprudence du Châtelet, bientôt suivie par les auteurs, prit garde aux inconvénients de cette situation et vint protéger le Possesseur de meubles. Depuis ce temps, cette protection lui a été maintenue.

Comme les inconvénients varient, ainsi que nous l'avons fait voir, la protection établie doit, semble-t-il, varier également. Nous voudrions le montrer, en considérant le Possesseur selon qu'il a traité avec un non-propriétaire ou avec le Propriétaire véritable.

2<sup>o</sup> Expliquons-nous, d'abord, sur l'Acquéreur *a non Domino*.

L'histoire enseigne à son sujet que le premier avantage dont il bénéficia fut d'obtenir un accès facile à la prescription abrégée ; il devait, on le sait, prescrire, pour devenir propriétaire, car son acquisition ne lui transmettait aucun droit. Mais comme la prescription de trois ans (admise en matière de meubles par le Droit romain) supposait le juste titre, le Possesseur, faute d'écrit pour le prouver, était presque toujours réduit à celle de 30 ans. Pothier, désireux déjà de le secourir, décida que la production d'un écrit lui serait toujours inutile à cette fin, et qu'il pourrait invoquer à la place des témoignages, des indices, des présomptions (1).

(1) POTHIER. — *Traité des Donations entre mari et femme*. 1<sup>re</sup> partie, chap. I, al. 2, n<sup>o</sup> 67.

Toullier (*Dr. civ.*, L. XIV, n<sup>os</sup> 104 et suivants) a même soutenu

On fit plus ensuite. On considéra le caractère inévitable de l'erreur commise, et l'on dispensa de toute prescription l'acquéreur trompé ; on admit qu'il devenait propriétaire dans l'instant même où il commençait à posséder. Bourjon, en de nombreux passages de son *Droit commun de la France*, exprima très clairement ce résultat.

Le Possesseur du meuble est donc, comme tel, propriétaire ; voilà le point certain. Le point douteux est de savoir comment il le devient.

Est-ce au moyen même de l'acte d'aliénation qui lui a été consenti, ou bien par un autre procédé ?

On voit l'intérêt de la question : si le Possesseur tient son droit d'un certain acte juridique, s'il est donataire, acheteur, échangiste, il sera naturellement exposé à toutes les actions en nullité auxquelles cet acte pourra donner lieu (vices du consentement, de forme, etc...) ; il y échappera dans le cas contraire.

Il semble, à première vue, que la solution convenable soit de mettre l'Acquéreur *a non-domino* dans la même situation que s'il avait traité avec le Propriétaire. Il a cru à tort au droit de propriété de son auteur. Ne lui donne-t-on pas toute la protection qu'il peut réclamer en réputant vraie la chose fausse qu'il a crue ? Cet auteur sera censé propriétaire, et, partant, le contrat

que, sous l'empire du Code, cette protection était la seule que le possesseur pût réclamer.

même qu'il a passé sera efficace dans les conditions du droit commun (1)

Ces raisons sont à la vérité très fortes. Les interprètes, cependant, qu'ils y voient d'ailleurs l'effet d'une prescription instantanée, d'une présomption de propriété, ou d'un mode d'acquisition *lege* (2), s'accordent pour admettre que le Possesseur devient propriétaire par un procédé entièrement distinct de son contrat. C'est aussi cette opinion à laquelle, tout compte fait, nous voulons nous tenir.

Il faut d'abord observer que la solution contraire donnerait lieu à trop de complication. Le Possesseur serait, nous l'avons vu, sous le coup de toutes les causes de nullité qui entachent son titre, et, en même temps, la seule personne recevable à s'en prévaloir serait le vrai Propriétaire, non pas celle même avec laquelle il aurait traité. Sans doute, il n'y aurait rien là que d'usuel et de conforme aux principes. Comme l'Aliénateur est supposé débiteur de la restitution du meuble envers le Propriétaire (dépôt, gage, prêt, etc.), on con-

(1) V. SALEILLES. — *La possession des meubles*, pp. 72-74. L'auteur développe ces raisons, tout en reconnaissant que l'art. 2279 doit produire un effet plus radical.

(2) Cette dernière idée, se concilie le mieux avec le caractère de réforme, pratique avant tout. Il est assez inutile de spéculer sur le « fondement juridique » de la disposition qui la contient. Elle a simplement rendu propriétaire l'acquéreur *a non Domino*, sans en faire le bénéficiaire, avec les conséquences de droit, d'une prescription ou d'une présomption. Le système de l'acquisition *lege* exprime ce résultat dans toute sa simplicité.

çoit très bien que celui-ci exerce en vertu de l'article 1166 C. civ. les actions de toute espèce existant au profit de ce Débiteur, notamment celle en nullité à laquelle donne ouverture, pour une raison ou pour une autre, l'acte d'aliénation que nous avons supposé. Cependant, le Possesseur a beau se trouver, dans l'abstrait, en présence même de son auteur, puisque le Propriétaire revendiquant agit au nom de ce dernier, il est quand même certain qu'en admettant ce système, on méconnaîtrait un vœu certain des réformateurs. Ils ont entendu, surtout, simplifier. Considérant l'Aliénateur et l'Acquéreur d'un meuble, ils ont voulu que le second pût traiter avec le premier dans l'assurance qu'aucun lien ne rattachait le meuble possédé à une autre personne que lui. Or, dès l'instant où un autre ayant droit se révèle, le but n'est naturellement plus atteint ; la personne même de celui qui agit peut n'être pas indifférente au Possesseur, et, de toute manière, son apparition inopinée met en échec cette volonté de clarté absolue d'où procédait la protection du Possesseur de meuble.

Une autre raison, d'ordre plus spécialement juridique, vient encore nous décider. Si, en effet, on analyse d'un peu près l'Aliénation consentie par un *non dominus*, on aperçoit que sa stérilité est radicale. Le droit de propriété, seul capable de lui donner la vie, a manqué, au moment où elle a eu lieu, et, à son défaut, elle n'a même pu recevoir un commencement d'existence. susceptible

d'être ensuite complété. Son tort consiste à ne pas être, et un tel tort ne se répare point. On tenterait vainement de suppléer à ce qui lui manque. A la vérité, rien ne lui manque : elle n'est pas.

On nous dira bien que le Droit se modèle sur « l'utilité » sociale et que des considérations logiques comme celles que nous venons d'exposer sont impuissantes à en déterminer les règles. Mais sans compter que, dans notre théorie, l'utilité dont on parle est satisfaite, nous ne saurions admettre sans réserve une telle assertion. Il est des cas, en effet, où l'interprète doit considérer comme impératifs les arguments de pure logique, et celui qu'on examine est justement un de ceux-là. L'article 1599 frappe d'une nullité absolue la vente de la chose d'autrui. Cette nullité, applicable à la vente, doit sans aucun doute s'étendre à tous les contrats d'aliénation ; elle est un principe du droit positif, et l'interprétation des autres dispositions du Code, notamment celle de l'article 2279, ne peut avoir lieu, pour ainsi parler, qu'à l'intérieur des limites qu'il trace. Si donc l'Acquéreur *a non Domino* devient propriétaire, il ne le devra pas à un acte translatif nul dans le principe, mais à une « collation » immédiate de la loi, à un bénéfice spécial qu'elle attache à sa situation de possesseur.

3° Tel est donc le premier danger auquel est exposé le Possesseur de meubles, et tel est aussi le remède qu'on applique. Il faut maintenant considérer un se-

cond danger et nous faire une idée sur la manière d'y pallier convenablement.

Tout n'est pas sauvé pour l'Acquéreur d'un meuble, dès qu'il traite avec le propriétaire véritable. En matière mobilière, nous le savons, aucun écrit n'est dressé pour constater les actes juridiques qui interviennent. Le bénéficiaire d'une aliénation n'est donc pas dans les conditions requises par la loi en vue de la preuve, dès que la valeur de l'objet transmis dépasse 150 francs. Ajoutons d'ailleurs qu'au-dessous de cette somme, l'impossibilité de prouver sera à peu près la même pour lui, principalement en matière de Don manuel, où les parties procèdent presque toujours hors de la présence des témoins.

On voit aisément qu'en cet état il dépendra de l'Aliénateur de reprendre à l'Acquéreur le meuble qu'il possède, si aucune protection n'est établie en faveur de ce dernier. Il devra seulement prouver qu'à un moment donné il en a été propriétaire. Cette preuve, en pratique, résultera souvent de l'aveu même de l'Acquéreur qui, n'étant pas en mesure de prouver, à son tour, l'acte juridique au moyen duquel la Propriété est passée sur sa tête, devra restituer le meuble.

Il va de soi que la nature de cet acte juridique n'importe pas, et l'on peut concevoir qu'une telle situation se rencontre après une vente ou même, quoique les usages rendent cette éventualité plus rare, après un échange ou une dation en paiement. Cependant, les

exemples les plus nombreux qu'en offre la pratique se rapportent aux Dons manuels. On le comprend d'ailleurs bien. En premier lieu, ils sont, de tous les actes relatifs aux meubles, ceux qui, par leur nature, excluent l'écrit de la manière la plus complète. D'autre part, les circonstances habituelles de leur formation rendent les contestations fréquentes. A l'ordinaire, en effet, ils sont consentis par des personnes près de leur mort qui veulent avantager tel ou tel de leurs proches, ou, plus souvent encore, récompenser des services rendus par un domestique ou tel autre tiers attaché à eux. Or, malgré les précautions prises pour qu'aucune trace ne reste de la libéralité, les héritiers, après la mort, reconnaissent souvent les objets donnés dans les mains du Donataire. Ils établissent le droit de propriété du défunt (c'est-à-dire le leur, puisqu'ils sont ses successeurs universels) sur ces mêmes objets, et le possesseur, pour prouver le Don manuel, n'a que son allégation toute simple.

Comment donc lui venir en aide ?

Assurément, on devra s'y prendre d'une autre façon que dans l'hypothèse précédente. S'il convient, en effet, dans tous les cas, de « restituer » le possesseur du meuble contre les suites fâcheuses de l'usage auquel il s'est conformé, du moins faut-il qu'on distingue, car, selon les cas, ces suites seront différentes.

Précédemment, on l'a vu, le Possesseur avait traité avec un non propriétaire et manqué ainsi à acquérir la

propriété ; une seule protection était alors concevable : lui attribuer d'autorité la Propriété qui lui faisait défaut. Il n'avait rien ; si on le protégeait, il fallait lui donner tout. et recréer, à son profit un droit dont l'inexistence était certaine.

Dans le cas qui nous occupe, au contraire. on ne sait pas si le Possesseur est propriétaire ou non : il se peut qu'il le soit, puisque son auteur immédiat a prouvé qu'à un certain moment il l'était lui-même ; mais on se demande si un acte d'aliénation lui a bien été consenti depuis ce temps. Le doute qui existe à cet égard forme justement l'inconvénient auquel il y a lieu de porter remède. Il semble que, dans ces conditions, le remède le plus approprié consiste à résoudre le doute en faveur du Possesseur et à admettre son allégation. On tiendra pour vrai qu'il est devenu propriétaire par la Vente, la Dation en paiement, le Don manuel qu'il invoque.

En résumé, tandis que l'Acquéreur *a non Domino* reçoit de la maxime « En fait de meubles... » un droit neuf et original, sorti de terre, pour ainsi parler à son intention, — l'Acquéreur *a domino* n'acquiert la propriété qu'en vertu d'un acte translatif qu'on suppose.

4° Considérons brièvement, comme nous nous sommes plus haut réservé de le faire, les conséquences qui en dérivent.

D'abord, la situation du Possesseur est bien plus solidement établie quand son auteur immédiat est un

Non-propriétaire. Dans ce cas, en effet, il tient son droit d'un acte d'autorité, contre lequel toute contestation échoue forcément. Le titre est alors la loi même (1).

Il en est tout différemment quand le Possesseur, ayant traité avec le propriétaire véritable, est ensuite inquiété par lui. On peut en effet discuter le droit de propriété dont la source est un acte juridique pur et simple. Cet acte, vente ou don manuel, est bien présumé au profit du Possesseur, mais l'effet de la présomption n'est pas de le rendre plus inattaquable que s'il était prouvé dans une forme régulière. On doit donc laisser à ceux qui y ont intérêt les mêmes moyens de s'en prendre à lui. Par exemple, le Propriétaire revendiquant pourra se prévaloir contre le Possesseur qui invoque un Don manuel, d'une incapacité de disposer à titre gratuit existant à sa charge, ou encore de tel autre moyen de nullité qu'il avisera.

Une seconde différence doit être marquée : non seulement le droit du possesseur sera plus ou moins stable. Il faut presque dire que, suivant les cas, la nature même en sera différente. Il s'agit bien, de toute façon, d'un droit de propriété, mais ce droit même

(1) Il faut naturellement supposer, pour que l'acquéreur *a non Domino* soit protégé, que sa possession est régulière, notamment qu'elle est de bonne foi (arg. art. 1141, C. Civ.) On pourrait toujours contester qu'elle réunit les caractères nécessaires pour l'application de l'art. 2279.

est susceptible de nuances, qu'on va distinguer facilement. On sait, en effet, que l'ayant cause immédiat du propriétaire véritable n'est censé propriétaire qu'en vertu d'un certain acte juridique, et que, par tant, il est soumis à toutes les éventualités qui menacent, en général, le bénéficiaire de cet acte. S'il est, par exemple, donataire, il sera exposé à des demandes en résolution, en rapport, en réduction, etc. Au contraire, le droit de propriété constitué de toutes pièces au profit du Possesseur, dans l'autre hypothèse, ne tient pour ainsi parler à rien. Aucun passé ne pèse sur lui. Aucune manière d'être originelle ne le restreint ni ne le modifie. Son titulaire l'exerce donc avec toute la plénitude et la franchise concevables.

5° C'est maintenant l'instant de conclure.

Les explications précédentes prouvent, selon nous, l'exactitude de la proposition énoncée au début de ce chapitre : à savoir que les règles de la possession mobilière n'obligent pas l'interprète à admettre la pratique des Dons manuels.

Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que, dans tous les cas, la Possession valût au Possesseur titre de propriété (1).

Or, nous avons vu que si ce résultat se produisait

(1) MERLIN. (*Questions de droit*. Mot *Donation*, § VI, n° 11), fonde le don manuel sur la maxime « En fait de meubles », mais il donne comme exemple une espèce où la question se débat entre le vrai propriétaire et l'acquéreur *a non domino*,

quand le Possesseur avait acquis la chose d'un *non dominus*, il ne devenait propriétaire, au contraire, que par l'acte translatif qu'il alléguait quand il avait pour auteur le Propriétaire véritable.

Il suit de là que le Donataire manuel, toutes les fois qu'il se trouve dans cette dernière situation, ne peut être considéré comme propriétaire que si l'on tient d'abord pour légitime en lui-même le Don manuel dont il se prévaut (1).

(1) On peut citer quelques décisions de jurisprudence qui établissent un rapport entre l'art. 2279 et la validité des Dons manuels.

Poitiers, 27 nov. 1833. S. 34, 2. 681 ; Bordeaux, 4 mars 1835. S. 36. 2. 568 ; Bordeaux, 4 mars 1843. S. 43. 2.480 ; Tribunal de la Seine, 19 janvier 1876. *Gazette des Tribunaux*, 14-15 février 1876 ; Tribunal d'Amiens, 26 mai 1883. *Le Droit*, 18 mars 1884. Cass. belge, 14 mars 1889 ; *Pasicrisie*, 89. 1. 147 ; Tribunal de Cambrai, 21 juin 1900. *Le Droit*, 23 août 1900.

---

## CHAPITRE II

---

### L'ART. 2279 C. CIV. ET LA PREUVE DES DONS MANUELS

#### I

On a retenu du chapitre précédent que l'art. 2279 était étranger à la question de la validité des Dons manuels. Peu importe que le Donataire manuel soit toujours un Possesseur de meuble et qu'à ce titre il soit toujours protégé. On se rappelle, en effet, que, dans tous les cas où sa Possession succède immédiatement à celle du *verus dominus*, la protection qu'on lui accorde suppose, déjà, que le Don manuel est valable : elle consiste à en présumer l'existence.

C'est cette dernière protection que nous allons maintenant envisager. Jusqu'ici nous n'avons guère présenté en sa faveur que des arguments de pure raison. Il nous reste à montrer que non seulement elle se recommande comme une solution heureuse, mais qu'elle s'impo-

se comme une solution positive, et que, justifiée en théorie, elle fait encore partie de notre Droit.

Toute la difficulté de la question tient à l'extrême concision de la maxime : « En fait de meubles la possession vaut titre ». Par elle-même, elle ne révèle pas de sens bien certain et l'examen des travaux préparatoires ne l'éclaire pas davantage. Bigot Préameneu, dans l'Exposé des motifs du projet de loi sur la *Prescription* (Locré, Lég. XVI, p. 586, n° 45) a seulement dit qu'on « maintenait » dans l'article 2279 une règle antérieure, n'en donnant que des raisons vagues, tirées de la situation généralement désavantageuse du Possesseur de meubles.

Les interprètes ont alors cherché, en dehors du texte, des raisons de décider sur son sens, et c'est ainsi que certains, en s'autorisant de l'histoire, ont prétendu qu'il résistait à l'application qu'on en a proposée plus haut au profit de l'Ayant cause immédiat du *verus dominus*.

D'après eux, on ne ferait rien moins dans notre opinion :

1° Que d'appliquer cet article entre des personnes dont il ne doit pas régir les rapports;

2° Que de lui attribuer un effet qui n'est pas son effet propre.

On aperçoit les conséquences d'un pareil système, à le supposer fondé : il prive de toute protection le Donataire manuel. M. Planiol, qui l'a soutenu, a préten-

du cependant que le recours à l'article 2279 était inutile, et que les règles ordinaires de la Possession suffisaient à le garantir. D'après lui, la possession jouerait ici un « rôle particulièrement actif », et on en ferait sortir à bon droit « la preuve d'un contrat d'aliénation... »

Il ne nous semble pas que ce point de vue soit exact. La Possession, depuis le Droit romain, fait bien présumer la propriété au profit du Possesseur, tant que le Demandeur n'a pas prouvé son droit. Mais c'est là tout son effet. Une fois cette preuve faite, la situation se renverse et c'est au Possesseur à prouver que le droit de propriété a changé de titulaire. Le droit commun est donc impuissant à assurer la protection utile, et si l'on désire qu'elle soit assurée, il faut nécessairement la rattacher à une disposition légale qui y déroge, à un texte exceptionnel qui ne peut être que l'article 2279. D'où l'intérêt de savoir s'il convient ici.

Nous allons examiner les deux reproches qu'on a élevés contre son application.

## II

1° Il importe d'abord, pour bien comprendre le premier, d'écarter un malentendu. Des auteurs ont supposé que celui dont la possession succédait immédiatement

à celle d'un autre était toujours tenu envers lui d'une obligation de restituer (1). Rien n'est plus faux. Sans doute, le détenteur précaire d'un meuble, personnellement débiteur de sa restitution, est bien l'ayant cause immédiat de la personne dont il le tient, et nous nous empressons d'admettre qu'il ne peut invoquer l'article 2279 à l'encontre de la réclamation qu'on lui en fait. Seulement, il s'en faut bien que tout ayant cause immédiat soit aussi un détenteur précaire. Nous supposons justement que le nôtre n'en est pas un. « Le Demeurandeur a établi que la Possession dont se prévaut son adversaire, c'est de lui seul qu'il peut la tenir, et ce dernier le reconnaît. Mais là s'arrête le point avoué et reconnu par les deux parties (2). »

La maxime : En fait de meubles... permet-elle, dans ce cas, de protéger le Possesseur ? Telle est exactement la question.

M. Planiol, après l'avoir tout d'abord admis (note sous Nancy 8 juil. 93. D. 94. 2. 13.) a ensuite soutenu la négative avec une grande netteté (3).

« Dans les hypothèses prévues par l'art. 2279, dit-

(1) TROPLONG. — *De la prescription*, t. 2, chap. 5, n° 1043.

MASSÉ ET VERGÉ. — *Sur Zachariæ*, t. 5, s. l'art. 2279 § 849.

ORTLIEB. — *Des effets de la possession des meubles*.

DEMOLOMBE. (*Donations et testaments*. L. III. Titre II. Chap. IV, n° 78), paraît également le supposer.

Cf. note sous Nîmes, 22 août 1842. S. 43, 2.75.

(2) SALEILLES. — *De la possession des meubles*, p. 78.

(3) V. également DALLOZ : *Rép. Dispositions entre vifs*, n° 1652.

« il, il s'agit de protéger quelqu'un qui a cru acquérir  
 « la chose en vertu d'un titre régulier, et qui en a été  
 « empêché par le défaut de propriété en la personne  
 « de son tuteur. » (*Traité de Droit civil*, t. 3, 1905. p.  
 565. Note 1.)

Et dans un autre passage, il indique avec plus de  
 précision encore les circonstances qui doivent être réu-  
 nies :

« Le fait qui a mis le meuble hors de la Possession  
 « de son vrai propriétaire est connu : il y a eu perte ou  
 « vol, prêt, dépôt ou louage, et ce fait n'est pas con-  
 « testé ; de plus, le propriétaire qui revendique se  
 « trouve en présence d'un *tiers acquéreur*, qui n'est  
 « ni le voleur, ni l'inventeur de l'épave, ni le locataire,  
 « dépositaire ou emprunteur ; enfin ce sous-acquéreur  
 « est de bonne foi ou de mauvaise foi, selon qu'il a cru  
 « ou non acquérir la chose de son propriétaire. » (Note  
 sous Aix, 3 fév. 1902. D. 04. 2. 289.)

Cette situation, d'après lui, fait l'objet de la « déci-  
 « sion propre » de l'article 2279, c'est-à-dire de sa seule  
 décision (1).

(1) Cette opinion a été suivie en jurisprudence par quelques dé-  
 cisions :

Nancy, 20 nov. 1869. D. 70. 2. 142 ; Cassation. req. 5 août 1878.  
 D. 79. 1. 253 ; Amiens, 28 juillet 1879. S. 80. 2. 207 ; Trib. Saint-  
 Malo, 9 janv. 1886. *Gaz. Pal.* 86. 1. 270 ; Paris, 19 juillet 1890. *Gaz.*  
*Pal.* 90. 2. 295 ; Nancy, 30 déc. 1891, D. 92. 2. 441 (dans ses mo-  
 tifs seulement) ; Alger, 23 déc. 95. D. 97. 2. 433. Lyon, 23 juillet  
 1897. D. 97. 2. 343 (dans ses motifs seulement).

Un arrêt décide (Amiens 28 juillet 1879) : « que l'article 2279 » ne

2° Nous combattons, quant à nous, cette interprétation restrictive.

D'abord, elle se soutient mal en raison. On ne voit pas pourquoi l'Acquéreur *a domino* ne serait pas protégé, tandis que l'Acquéreur *a non domino* l'est bien. Les usages suivis en matière mobilière les mettent, l'un et l'autre, dans une mauvaise situation. Ils ont le droit, l'un et l'autre, d'être protégés, et si l'on considère le but très général de l'article 2279, qui est de « tarir les procès et d'assurer la stabilité de la propriété » (1) il faut admettre que ce droit est aussi bien reconnu au premier qu'au second par le texte dont il s'agit. Peu importerait que le législateur n'en eût pas expressément conçu l'application au possesseur « nanti par le véritable Propriétaire ». Cette application n'en serait pas moins légitime puisqu'après tout, elle est fidèle à l'esprit du texte lui-même et qu'elle n'est pas contraire à ses termes.

De toute façon, d'ailleurs, on n'a pas besoin du se-

« peut être invoqué par le Possesseur que contre les tiers et non contre celui de qui il prétend tenir son droit ou contre ses représentants. »

Un autre (Alger, 23 déc. 95) : « que l'article ne protège la possession d'un meuble que contre la revendication d'un tiers, non contre l'action de celui qui a été lui-même partie à l'acte sur lequel se fonde sa possession ou allègue y avoir été partie ».

(1) Note sous Pau, 28 mars 1885. D. 86. 2. 209.

V. également : *Pandectes françaises* : Dispositions entre vifs, n° 445.

BRESSOLLES : *Dons manuels*, p. 350.

Trib. de Toulouse, 13 mai 1895. *Gaz. des Trib.* 3 octobre 1895.

cours d'un tel argument : les auteurs du Code ont eux-mêmes prévu le cas que nous avons supposé.

Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à consulter les textes de l'Ancien Droit relatifs à la Possession des meubles. Ils indiquent clairement quel était, en 1804, l'état de la question.

A vrai dire, la plupart de ces textes (1) concernent l'acquéreur *a non domino*, inquiété par le *verus dominus* qui suit le meuble entre ses mains. L'explication en est facile. Cette dernière situation était alors la plus pratique de beaucoup, et l'on comprend qu'elle ait, plus que l'autre, retenu l'attention.

Mais il est d'autres passages, dus parfois aux mêmes auteurs, qui fournissent à notre opinion un appui positif.

Certains, en premier lieu, s'expriment en termes généraux et l'on peut inférer de leur disposition qu'ils ont envisagé toute espèce de Possesseur.

C'est par exemple Denisart (*Collon. de jurisprudence* Mot : meuble, N° 32) qui déclare que « celui qui possède un meuble en est présumé le propriétaire ; il ne lui faut pas d'autre titre que sa Possession » ; Houard

(1) DENISART. — *Décisions nouvelles*, mot : *prescription*.

VALIN. — *Commentaire sur la coutume de la Rochelle*, t. III, s. l'art. 80; p. 240.

BOURJON. — *Droit commun de la France 1770*, L. II, t. I, chap. VI, sect. I. tome I; *Id.*, *ibid.*, l. III, t. 22; chap. V, tome 1; *Id.*, *ibid.*, l. VI, t. VIII, chap. III, sect. 4, tome 2. Tous ces textes envisagent des cas (notamment l'abus de dépôt ou abus de confiance) où un *non dominus* a aliéné.

(*Dictionnaire du Droit normand*. Mot : meuble) selon lequel « les meubles s'acquièrent par la seule tradition. « Le Possesseur n'a pas à justifier de sa propriété » ; Bourjon (*Droit commun de la France*. L. VI, t. VIII et III, Section § I) pour qui « le principe fondamental « est que, par rapport aux meubles, la possession d'iceux « vaut titre de propriété. »

D'autres textes, enfin, sont plus décisifs : ils se rapportent d'une manière certaine à l'hypothèse où les deux personnes en présence sont le Propriétaire déposé et celui-là même entre les mains duquel le meuble a directement passé.

L'un est de Bourjon (*op. cit.* l. III, T. 2, Ch. I, § 1). L'auteur affirme que l'Acheteur d'un meuble n'a pas besoin de titre pour prouver l'achat à l'encontre de son vendeur. On ne saurait entrer davantage dans le vif de notre sujet.

Quant aux deux derniers textes. l'un de Bourjon encore (*op. cit.* L. V, T. 4, 4<sup>e</sup> partie. Chap. II, Sect. II), l'autre de Ricard (*Traité des Donations*, Tome I, N° 890 et suivants), ils fondent la validité des Dons manuels sur la protection donnée en général au Possesseur du meuble. Or, s'ils embrassent ainsi toute espèce de Possesseur, du moins s'appliquent-ils d'une façon plus particulière à l'Ayant cause immédiat du vrai propriétaire : comme nous l'avons vu en considérant les circonstances de fait, c'est presque toujours à son sujet que la question du Don manuel est soulevée.

L'examen que nous venons de faire est donc assez significatif. Il démontre que la réforme protectrice du 18<sup>e</sup> siècle a bien eu lieu en faveur de tout Possesseur indistinctement et que, par conséquent, l'article 2279, où l'on a entendu recueillir une doctrine traditionnelle, avait bien, dans la pensée même de ses auteurs, toute la portée que nous lui prêtons.

### III

Voyons maintenant le second reproche qu'on nous fait : celui d'attribuer à la maxime : En fait de meubles... un effet qui n'est pas le sien. Elle ne sert, dit-on, qu'à créer un droit de propriété. C'est la détourner de son véritable emploi que d'en tirer une présomption de titre translatif au profit du Possesseur.

Nous devons avouer, dès le début, que l'histoire ne nous fournit plus, sur ce second point, les mêmes solides arguments que sur le premier. Si Bourjon (*op. cit.*, L. III, T. 22, Ch. V, § 1) dit en termes fort nets que la « possession produit tout l'effet d'un titre parfait », entendant ainsi qu'elle est un titre en soi, il est beaucoup moins sûr que, dans un autre passage, déjà cité par nous, et concernant les rapports de l'Acheteur et du Vendeur de meubles, il ait songé à établir la protection qui nous a paru convenable en pareille hypothèse. Il

y dit bien qu'il suffira de la Possession pour la « preuve de la translation de la propriété ». Mais le contexte rend douteux le sens de cet endroit, le seul pourtant qui nous soit quelque peu favorable. Aucun autre, en effet, ne révèle, avec si peu de netteté que ce soit, l'idée d'une présomption de titre. Nous avons même vu que Ricard et Bourjon justifient le Don manuel par l'effet translatif dont ils supposent que le déplacement de possession est toujours doué en lui-même, et qu'ils ne font pas de distinction,

Non seulement, d'ailleurs, notre opinion manque ainsi d'appui historique : des objections théoriques, appuyées sur les règles de l'interprétation, s'élèvent également à son encontre. En effet, pour secourir le Possesseur du meuble, en quelque cas que ce soit, on doit forcément se reporter à l'art. 2279. Il est, dans notre Droit, le principe de toute protection de cet ordre. Or, si l'on admet que, selon les cas, il institue des protections différentes, on prête au même texte deux sens, ce qui est contraire à toute saine méthode, une seule phrase ne devant signifier qu'une seule chose.

Ces objections, qu'on ne nous a faites nulle part avec cette précision, mais que, du moins, on pourrait nous faire, ne doivent pas nous arrêter.

Peu nous importe, d'abord, que les auteurs du Code ne se soient probablement fait aucune idée de la protection spéciale due au Possesseur qu'inquiète son auteur immédiat. Nous admettons qu'en 1804 la faveur

faite au Possesseur du meuble était encore récente et que, depuis son introduction, les jurisconsultes n'avaient guère eu le temps d'entrer à son sujet en des distinctions bien nombreuses. D'ailleurs, avant le Code, la situation considérée était beaucoup moins fréquente qu'elle ne l'est devenue ensuite, car les Dons manuels qui, en pratique, ne sont guère que les seules opérations à y donner lieu, n'ont pris toute leur importance qu'avec le développement des valeurs mobilières (1). Toutefois, s'il est ainsi prouvé que les auteurs du Code n'ont pas songé à notre système, on ne saurait en conclure, selon nous, que l'on contrevient, en l'adoptant, à leur intention.

Dans l'article 2279, en effet, le législateur n'a affirmé qu'« en gros », et sans indication précise du procédé, sa volonté de protéger le Possesseur. Il nous semble dès lors naturel que l'interprète use de la latitude qui lui est ainsi laissée de « faire au mieux », et que, pour procurer une application plus parfaite du principe, il adapte la protection aux circonstances, il l'articule, et il la varie. Sa mission même, telle qu'elle lui était tracée dans le passage bien connu du *Discours préliminaire* (2), coïncide exactement avec celle que nous lui attribuons en notre cas. N'y est-il pas dit, en effet, que c'est à lui, « pénétré de l'esprit général des lois »,

(1) Il faut, bien entendu, qu'il s'agisse de titres au porteur.

(2) FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. I, p. 467.

d'en « diriger l'application », et si cette mission est justifiée pour les auteurs de ce Discours, par la circonstance qu'à l'opposé des lois qui, une fois rédigées « demeurent telles qu'elles ont été écrites, les hommes, au contraire, ne se reposent jamais », avec quelle justesse ces raisons ne se retrouvent-elles pas ici, où, comme nous l'avons vu, un fait nouveau (du moins par son importance), la pratique courante du Don manuel, est venu s'imposer avec urgence à l'attention : Et puis-que le Code a voulu protéger tous les Possesseurs, ainsi que nous en a persuadé la revue des textes de l'Ancien Droit, le meilleur moyen d'obéir à cette volonté est encore, nous paraît-il, de rendre à chacun d'eux la protection qui lui convient,

Quant à la deuxième objection, les raisons mêmes que nous venons de produire contre la première l'ont déjà, à vrai dire, presque entièrement réduite. Nous avons vu, en effet, que la maxime : « En fait de meubles.... » ne consacrait pas un système défini. Elle ne contient guère qu'une recommandation à l'interprète de protéger le possesseur de meuble. Or, s'il en est ainsi, si les termes mêmes de l'injonction ne sont pas doués d'une précision suffisante pour qu'on lui reconnaisse une portée limitée et certaine, la plus grande liberté se trouve par là même permise, et c'est, somme toute, conserver la destination du texte, que de le plier aux besoins pratiques auxquels il doit subvenir. A la vérité, on ne lui prête pas tantôt un sens et tan-

tôt un autre; son sens est toujours le même : savoir que le possesseur doit être protégé, et l'unité n'en est pas rompue par les modalités différentes de la protection.

Une telle idée de l'article 2279 répugnera sans doute à ceux qui rapportent chaque règle du Code à une conception théorique dont le législateur, selon eux, aurait été hanté. Si, en effet, les auteurs de l'article ont entendu le conformer à un type prédéterminé, prescription instantanée, présomption de propriété, etc., il est bien certain que notre explication ne peut convenir, car un tel « classement » du texte eût forcément supposé, chez ceux qui y procédaient, la conviction qu'il ne pouvait recevoir qu'une application unique, celle même que la « catégorie juridique » unique où on le rangeait obligeait à lui donner. Mais, justement, la question est de savoir si l'on s'est livré à cette spéculation théorique. Il est plus vraisemblable d'admettre que, dans l'incertitude où l'on était, on n'a établi qu'un texte d'attente, amorce de solutions positives non encore déterminées (1).

(1) F. GÉNY. — *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, pp. 142-143.

En vérité, qu'entend-on signifier au juste quand on fait reposer la règle qu'il exprime (l'art 2279) soit sur l'idée d'une prescription (prescription instantanée), soit sur celle d'une acquisition *lege*, soit encore sur celle d'une présomption légale plus ou moins intense ? Comme si l'intervention d'une théorie préconçue était indispensable pour justifier une règle toujours pratique ! Et comme si cette règle ne pouvait avoir sa raison d'être propre et indépendante !

V. sur l'utilité et le danger des abstractions en général, le même ouvrage, nos 60-81 et IHERING : *Esprit du Droit romain, passim*.

## CHAPITRE III

---

### LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE SUR LE RÔLE PROBATOIRE DE L'ART. 2279.

Le système que nous avons essayé de justifier en législation et de fonder ensuite en droit positif n'est pas, à beaucoup près, celui qui est généralement adopté ; ou, du moins, si, presque toujours, en fait, on applique l'article 2279 dans les différents cas où la situation du Possesseur de meuble le réclame, on ne se forme pas toujours une idée nette du véritable rôle qu'il faut lui assigner.

Nous voudrions, dans ce chapitre, considérer brièvement comment on s'y est pris, en doctrine et en jurisprudence, pour protéger le possesseur qui tient le meuble du propriétaire véritable. Disons d'ailleurs, qu'au lieu d'envisager tout possesseur de meuble qui se trouve dans cette situation, nous n'aurons égard qu'à celui-là seul qui se dit donataire manuel : dans la pratique, en effet, c'est celui dont on doit le plus sou-

vent s'occuper, et, de plus, le titre même de cette étude nous oblige à attacher à lui le principal de notre attention.

## I

Examinons en premier la Doctrine.

Il y faut distinguer plusieurs écoles. Tous les auteurs ont voulu protéger le Donataire manuel, mais leurs opinions ont varié sur la manière d'y parvenir.

1° Certains d'entre eux (1), partisans de la validité du Don manuel en tant que libéralité, prétendent découvrir dans l'article 2279 une nouvelle raison de l'admettre, et en tirer, en sa faveur, un brevet de validité supplémentaire. De cette façon, la situation de son bénéficiaire est assurée. Si l'Acquéreur est toujours propriétaire, en vertu même de cet article, dès qu'il reçoit la Possession, toute contestation sur l'acte translatif est désormais sans danger : cet acte n'est-il pas superflu ? (2).

(1) TOULLIER. — *Dr. civ.*, t. 5, 177.

TROPLONG. — *Donations*, t. 3, n° 1041.

DEMOLOMBE. — *Donations*, t. 3, p. 50.

MASSÉ et VERGÉ. — *Sur Zacchariæ*, t. 3, n° 428, art. 931.

MARCADÉ et PONT. — *Explication du Code*, t. 3, art. 931, p. 519.

DEMANTE et COLMET de SANTERRE. — *Donations*, t. 4, art. 893, n° 3 bis.

(2) On voit que la tendance de ces auteurs est toute différente de

Nous avons montré, dans le premier Chapitre, tout l'excès d'une pareille opinion : le Possesseur que recherche son auteur immédiat ne peut réclamer, selon nous, que la présomption d'un titre translatif.

On comprend cependant qu'elle se soit formée : elle a été pour partie le fruit d'une confusion dans les termes. Il a été dit, dans l'ancien Droit (Denisart, *Décisions nouvelles*, tome 7. Donations entre vifs, § 7) et durant la préparation du Code (Locré, *Lég.* t. XI, p. 459) que la *tradition* fondait la validité du Don manuel. Or, dans l'intention de ces passages, il s'agissait de la tradition nécessaire à l'existence du contrat *sui generis* que nous connaissons, et l'on a cru à tort que c'était d'un déplacement de la Possession qui eût valu par lui-même, dans tous les cas, translation de la propriété (1).

celle de M. Labbé. Ils commencent par tenir les Dons manuels pour valables, et par soutenir cette opinion au moyen des arguments habituels.

(1) On peut remarquer, chez certains de ces auteurs, une contradiction singulière : appliquant l'art. 2279 au Donataire manuel, ils admettent qu'il régit les rapports du possesseur et de celui dont il tient la chose. Toullier, cependant (*Dr. civ.* t. XIV, n° 202) a prétendu que le seul effet de l'art. 2279 était de faire présumer le juste titre au profit de l'acquéreur *a non domino*, et de lui ouvrir ainsi la prescription triennale du droit romain à l'encontre du *verus dominus* qui revendique le meuble.

Troplong (*De la Prescription*, t. 2, chap. 5, n° 1043) n'envisage pas l'hypothèse où l'ayant cause immédiat du propriétaire puisse être chose autre qu'un précariste.

Enfin Marcadé et Pont (*Dr. civ.*, t. 12, art. 2279-80) traitent « d'aberration » l'application de l'art. 2279 aux dons manuels.

2° D'autres auteurs (1), plus récents pour la plupart, se sont davantage approchés de la vérité. Ils ne dérivent plus d'une certaine conception du Don manuel lui-même la protection qu'ils établissent. Ils supposent toujours pour donner ouverture à l'article 2279, le moment où le Possesseur, déjà en possession depuis quelque temps, est poursuivi par son propre auteur, et où il s'agit pour lui de prouver le transfert de la propriété. C'est dire qu'ils lui prêtent ainsi le rôle uniquement probatoire qui lui convient dans un tel cas.

Il ne semble pas, cependant, qu'une conception bien claire de l'article 2279 préside à l'application, très exacte en elle-même, qui en est ainsi faite. D'abord, la distinction entre les deux rôles qu'il doit remplir, suivant les circonstances, n'est exprimée par aucun des passages que nous avons mentionnés. D'autre part, ceux de ces passages où l'on veut justifier l'application du texte au cas que nous supposons contiennent des raisons très mauvaises qui laissent deviner une confusion d'idées véritable (2). En effet, on y dit

(1) AUBRY et RAU. — *Dr. civ.*, t. 7, § 659, p. 81.

DALLOZ. — *Supplément au répertoire*. Dispositions entre vifs, n° 448.

BRESSOLLES. — *Dons manuels*, p. 350.

BUCHÈRE. — *Des valeurs mobilières*, p. 443.

COLIN. — *Dons manuels*, p. 79.

*Pandectes françaises* : Dispositions entre vifs, n° 445.

(2) V. notamment BRESSOLLES. *Dons manuels*, p. 350 et *Pand. françaises* : Dispositions entre vifs, n° 445.

tout simplement qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre l'Acquéreur *a domino* et l'Acquéreur *a non domino*, et que l'article 2279, qui ne distingue pas lui-même, doit leur profiter également. N'est-ce pas dire, puisqu'on ne dit rien de plus, qu'il doit, dans l'un et l'autre cas, produire les mêmes effets ?

Enfin, certaines raisons historiques, mauvaises d'ailleurs, dont on se prévaut pour secourir l'Ayant cause immédiat du Revendiquant manifestent la confusion de la façon la plus certaine. La maxime : « En fait de meubles. . . » dit-on (Cardon, *Les Dons manuels*, thèse 1902) se rattache à la théorie de la Prescription. Elle peut donc être invoquée par toute personne susceptible de prescrire. Or le Possesseur sans titre peut prescrire à l'encontre du Propriétaire dont il tient la chose. Si cette théorie est exacte, il faudra donc dire que l'article 2279 destiné, dans tous les cas, à remplacer la Prescription, en produira dans tous les cas l'effet, c'est-à-dire l'attribution de la propriété par un mode distinct du contrat d'acquisition (1).

(1) La fausseté de cette théorie se prouve facilement. La maxime « En fait de meubles ... » ne se rattache qu'à une prescription déterminée, celle qui court au profit de l'Acquéreur *a non Domino*. L'histoire le démontre. Du temps où la maxime n'avait pas encore remplacé la Prescription, mais, au contraire, n'en constituait qu'une des règles particulières, elle signifiait : En fait de meubles, possession vaut juste titre. Or, manifestement, elle ne pouvait bénéficier qu'à l'acquéreur *a non Domino* ; autrement elle aurait bien eu pour résultat de rendre le possesseur propriétaire, mais au moyen du juste titre qu'elle faisait présumer. Rien n'eût empêché ce titre d'être efficace,

On voit donc toute l'incertitude dont les idées sont encore empreintes, Il faut se rappeler que la conception, d'ailleurs si juste et si autorisée suivant laquelle l'Acquéreur *a non domino* est propriétaire par la possession même, n'a jamais soulevé de doute depuis le Code, et qu'ainsi elle a dominé avec tant de force l'esprit des interprètes que, mis en présence d'une autre situation, privés d'ailleurs, en ce qui la concernait, d'une tradition historique certaine, ils n'ont pas su discerner l'autre solution qu'on devait alors tirer du texte.

3° En de rares ouvrages, seulement, cette solution est formulée avec précision.

Laurent d'abord (*Dr. civil*, t. 12, *Donations et testaments*, nos 286 et 287) déclare que, dans les rapports du Possesseur et de son auteur, l'art. 2279 sert à la « preuve du fait juridique qu'il s'agit d'établir » et fait présumer que « la remise de la chose a eu lieu avec la volonté de donner. »

M. Huc, de même (*Commentaire du Code civil*, t. 6, art. 932) fait sortir de la Possession, au profit du Donataire manuel, « la présomption légale d'un transfert de propriété. »

l'auteur du possesseur étant propriétaire. Il faut donc admettre que, dans les rapports de ces deux personnes, la maxime a un autre fondement historique que la Prescription. Elle se rattache à une interprétation postérieure au Code que nous avons essayé, plus haut, de justifier.

Là encore, toutefois, la netteté ne nous paraît pas complète, car ces auteurs, appliquant ainsi la maxime : « En fait de meubles . . . » répudient l'idée qu'ils en proposent dans la partie de leurs ouvrages où ils en traitent spécialement.

Laurent, en effet (*Dr. civ*, t. 32. De la Prescription. n° 544) affirme, sans la moindre restriction pour aucun cas particulier, que le Possesseur qui en bénéficie devient propriétaire *lege*, et M. Huc (*Comment.* t. 14, s. l'art. 2279) se rallie à l'idée, qu'il présente comme générale, d'une présomption irréfragable de propriété, tout à fait différente de la « présomption de transfert » qu'il reconnaissait ailleurs.

Aucune conception vraiment mûre ne s'est donc révélée à nous, au cours de l'examen que nous venons de faire. Même chez Laurent et Huc, la solution véritable n'apparaît qu'en un éclair, puisque, loin de tenir à leur système sur l'article 2279, elle le contredit.

4° A notre connaissance, il n'y a que deux auteurs, MM. Bufnoir et Saleilles, qui aient vraiment conçu le double rôle de la maxime (1).

A vrai dire, l'idée que s'en fait M. Bufnoir reste encore quelque peu enveloppée. Dans la leçon du livre

(1) V. également GUILLOUARD : *Traité de la Prescription*, t. II, n° 816.

Nous ne parlons pas de M. Planiol qui, cependant, est très net à cet égard ; on sait en effet qu'aussitôt cette dualité aperçue, il la repousse.

*Propriété et Contrat* consacrée aux Dons manuels, on voit bien qu'il dispense le Donataire de prouver le Don, quand son auteur l'inquiète, mais il ne justifie pas cette solution par des raisons tirées de la fonction spéciale que remplit alors l'article 2279. Pareillement, dans l'une des leçons où il étudie cet article lui-même, il le déclare applicable à tout possesseur, se bornant à dire qu'il n'y a pas lieu de distinguer où la loi elle-même ne distingue pas. Nous avons montré plus haut toute la confusion d'idées que souvent cet argument recouvre.

Cependant, dans un passage du même livre, la « dualité » de la maxime est visiblement marquée. L'auteur (pp.375-76) traite de l'*Animus* exigé du Possesseur. Cet *Animus* n'existe d'abord pas, explique-t-il, quand le Possesseur est tenu d'une obligation de restituer qui le constitue détenteur précaire. Mais il n'en est pas davantage investi quand une telle obligation pèse sur lui indépendamment de toute précarité. « Là  
« où le titre est résolu, je ne dis pas qu'il y ait préca-  
« rité, mais il y a une possession dont l'élément inten-  
« tionnel est subordonné aux conditions du titre qui  
« la révèle et il en est ainsi tout au moins à l'égard de  
« celui dont émane le titre. On ne peut le lui opposer,  
« au point de vue de l'*Animus* qui en dérive que dans  
« les conditions auxquelles, d'après le titre même, est  
« subordonné le maintien de la prétention du Posses-  
« seur à la qualité de Propriétaire. »

N'est-ce pas dire, puisqu'à l'égard de l'auteur du

Possesseur, le titre doit être indemne de toute nullité ou résolution, que cet auteur, le cas échéant, se prévaudrait à bon droit d'une cause qui y donnerait ouverture et que, par conséquent, le Possesseur ne reçoit la propriété qu'en vertu même de ce titre, dont on présume l'existence en sa faveur ?

Enfin, le système véritable apparaît à l'état conscient et voulu dans deux ouvrages de M. Saleilles : le premier sur l'*Aliénation des valeurs mobilières par les Administrateurs du Patrimoine d'autrui*, p. 285 (thèse 1883), et le second sur la *Possession des meubles* (Etude de Droit français et de Droit allemand, 1907).

## II

La jurisprudence doit maintenant nous retenir.

Elle n'est guère antérieure, sur notre question, au milieu du dernier siècle. C'est en effet avec le développement des valeurs mobilières, que les Dons manuels sont devenus fréquents et qu'en même temps leur importance a valu qu'on intentât des procès.

En fait, presque toutes les décisions rendues ont résolu convenablement la question proposée : elles ont dispensé le Possesseur de prouver le Don manuel. Seulement, elles n'ont pas toujours invoqué les motifs véritables.

1<sup>o</sup> Certaines, en premier lieu, ont cherché leur point d'appui ailleurs que dans l'article 2279.

Par exemple, un jugement de Florac du 29 juin 1849 (S. 49. 2. 430.) déclare, supposant que le Demandeur a déjà prouvé son droit de propriété sur le meuble que « là où la possession ne peut être que le « résultat d'un don ou d'un vol, le Possesseur a le « droit de répondre à celui qui lui conteste son titre : « le crime ne se présume pas. »

Un arrêt de Caen du 4 Nov. 1902 (*La Loi* du 10 Déc. 1902) s'exprime à peu près dans les mêmes termes.

Ce sont encore deux arrêts, l'un de Paris, du 19 Déc. 1871, (D. 73. 2. 131), l'autre de Nancy du 8 Fév. 1873 (D. 73. 2. 27). Tous deux, à la vérité, invoquent l'article 2279, mais ils accolent de mauvaises raisons à la seule bonne que l'article leur fournit, disant que le Possesseur est défendeur, et que, comme tel, il n'a rien à prouver.

L'inefficacité de ces raisonnements saute aux yeux.

D'abord, le premier principe allégué, savoir que la fraude ne se présume pas, ne saurait dispenser le Possesseur d'une obligation inhérente à sa condition : une fois que le Revendiquant a prouvé son droit de propriété, la parole est au Possesseur, qui doit prouver le transfert. Il n'est pas contraint, ce faisant, à démontrer qu'il n'y a pas eu de fraude, mais seulement qu'un certain acte a été passé à son profit.

Quant au motif tiré de la situation défensive du Pos-

sesseur, on voit que l'effet prêté, ici, à cette situation, dépasse de beaucoup son effet normal.

2° D'autres décisions se fondent exclusivement sur l'article 2279, mais à l'exemple de certains auteurs que nous avons considérés, elles ne révèlent à son sujet qu'une idée confuse.

Par exemple, selon un arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 avril 1890 (S. 91. 1. 342.) (1), le Possesseur est dispensé de faire la preuve de la libéralité qu'il allègue et le bénéfice lui en est acquis « jusqu'à ce que la « provenance frauduleuse des valeurs qu'il détient ait « été démontrée ». On voit poindre l'erreur. L'arrêt n'envisage ici que les vices de la Possession. Mais il en omet d'autres qui, eux aussi, peuvent retirer au Possesseur « le bénéfice de la libéralité qu'il allègue ». Ce sont ceux de cette libéralité elle-même. Si, par exemple, le Revendiquant prouve qu'au moment où le Possesseur a été mis en possession, lui ou le *De cujus* n'était pas capable de disposer à titre gratuit, le Possesseur ne restera pas en Possession. Dire le contraire, et le tenir quitte si sa simple Possession est régulière, c'est fonder sur sa Possession même son droit de propriété, tandis qu'il n'est fondé que sur le titre translatif que la Possession fait présumer.

D'ailleurs, la confusion, qui n'est ici qu'en germe, apparaît plus clairement autre part.

(1) Cf. également : Trib. de Beauvais, 4 avril 1895. *Gaz. des Tribunaux*, 27 juin 1895.

Un arrêt de la Chambre civile du 30 Mars 1898 (D. 99.1. 22) décide que la Possession constitue « *un titre*, qui fait échec à la Revendication des Demandeurs » (1).

On voit que, dans cette conception, la Possession paraît bien le fait générateur du droit, le titre qui confère la Propriété.

Ces expressions, d'ailleurs, s'expliquent assez bien. Les juges ont prêté à la possession un effet exagéré, alors qu'il n'y avait pas d'inconvénient à le faire. Cet inconvénient eût existé, par exemple, au cas où le Propriétaire se fût prévalu d'une cause de nullité tenant au titre translatif. En effet, on eût tiré du principe que la Possession constituait elle-même le titre cette conséquence que les vices entachant le Don manuel, comme acte juridique, étaient indifférents. Mais dans les espèces où des décisions de cette sorte sont intervenues, rien de tel n'était à craindre. Il s'agissait simplement de régler qui, du Possesseur ou de son Adversaire, devait faire la preuve. Et les juges en ont chargé ce dernier, en s'appuyant sur des raisons excessives et qui prouvaient trop, mais dont l'emploi était alors inoffensif.

3° A côté de ces arrêts qui, bien qu'ils appliquent judicieusement l'article 2279, en font une analyse inexacte, un grand nombre d'autres se bornent à y

(1) V. aussi Amiens, 14 mars 1900, sous Cass. 6 fév. 05. D. 05. 1. 481.

recourir, mais sans s'expliquer bien clairement sur le rôle qu'ils lui assignent. D'autres encore, qui ne l'appliquent point parce que la Possession ne présente pas les caractères requis, supposent admis, sans plus, le principe de son application. Ils forment le gros de la jurisprudence (1).

On doit remarquer que ces différentes décisions, sans rien formuler, comme les précédentes, qui soit directement contraire à l'idée d'une présomption de titre, n'interprètent cependant pas le texte d'une manière qui y soit tout à fait conforme.

(1) Rouen, 24 juill. 1845. D. 46. 2. 87 ; Paris, 20 fév. 1852. S. 52. 2. 125, Cass. civ., 24 av. 1866. D. 66. 1. 347 ; Paris, 19 juill. 1875. D. 76. 2. 128 ; Cass. req., 14 fév. 1877. D. 77. 1. 320. Toulouse 15 mars 1881. S. 83. 2. 213 ; Cass. req., 20 juin 1881. D. 82. 111-112 ; Cass. req., 15 nov. 1881. S. 82. 1. 259 ; Trib. de la Seine, 21 fév. 1882. *Gaz. Pal.* 82. 2. 246 ; Trib. Melun, 20 avril 1882. *Gaz. Pal.* 82. 2. 323 ; Toulouse, 17 avril 1882. S. 82. 2. 200 ; Trib. Chambéry, 26 mars 1884. *Le Droit*, 9 nov. 84 ; Paris, 14 nov. 1883. *Gaz. Pal.* 84. 1. 12 ; Amiens, 5 mars 1884. D. 85. 2. 111, Cassation, req., 25 mars 1885. S. 88. 1. 148 ; Pau, 28 mars 1885. D. 86. 2. 209 ; Besançon, 4 juillet 1888. D. 89. 2. 182 ; Cass., req., 27 mars 1889. S. 89. 1. 199 ; Cass. req. 13 mai 1889. S. 90. 1. 12 ; Pau, 1<sup>er</sup> avril 1890. D. 91. 2. 232 ; Trib. Figeac 6 nov. 1891. *Gaz. Pal.* 92. 1. 59 ; Cass., req., 22 déc. 1891. S. 92. 1. 246 ; Douai, 17 mai 1892. *Le Droit*, 16 juillet 1892 ; Nancy, 8 juillet 1893. D. 94. 2. 13. Cass., req., 5 déc. 1893. S. 96. 1. 79 ; Cass. civ., 18 déc. 1894. D. 95. 1. 364 ; Paris, 5 fév. 1895. *Gaz. Pal.* 95. 1. 565 ; Orléans, 6 mars 1895. D. 96. 2. 213 ; Cass., civ., 17 janv. 1898. D. 98. 1. 479 ; Cass., civ. 14 juin 1899. D. 1900. 1. 45 ; Besançon, 3 avril 1901. D. 1902. 2. 191 ; Paris, 1<sup>er</sup> août 1903. D. 1904. 2. 345 ; Cass. req., 16 avril 1904. D. 1904, 1. 207 ; Alger, 12 avril 1906. D. 1906, 2. 246. Grenoble, 30 avril 1907 ; *Rec. des arrêts de Grenoble*, 1907, 141 ; Trib. de la Seine, 4 juin 1907. *Gaz. des Trib.* 27 juill. 1907 ; Cass. req., 30 juin 1908. D. 1908. 1. 440 ; Lyon, 5 avril 1909 ; *Gaz. des Trib.* 22 sept. 1909.

Certaines, d'abord, prétendent reconnaître dans l'article 2279 une présomption de propriété. Mais elles ne marquent pas les objets différents sur lesquels, selon les cas, la présomption doit porter : présomption de droit dans un cas, présomption de titre dans un autre (1). — D'autres déclarent qu'il suffit au Possesseur de dire : *possideo, quia possideo*, et que c'est au Revendiquant de prouver qu'aucune cause légitime d'acquisition n'existe à son profit. Et sans doute, il est juste de le dire, mais encore conviendrait-il d'exiger du Possesseur qu'il indiquât lui-même le titre juridique au moyen duquel il a acquis la chose et que sa Possession fait présumer. L'attaque du Revendiquant saurait de cette manière où se prendre. La non-acquisition de la propriété par le Possesseur peut bien se prouver sans aucune référence au titre par lequel il se prétend propriétaire : notamment en établissant qu'une obligation de restituer existe à sa charge ; mais on conçoit aussi qu'une référence à ce titre puisse être utile : par exemple, si le Possesseur allègue qu'il est le bénéficiaire d'une Donation, le Revendiquant prouvera qu'au moment

(1) Nous faisons encore toutes nos réserves sur le bien fondé du système de la présomption de propriété. Nous avons déjà indiqué nos préférences pour celui de l'acquisition *lege* dans les rapports de l'acquéreur *a non Domino* et du *Dominus*. Mais à supposer que dans cette dernière hypothèse, on se rallie au système de la présomption irréfragable de propriété, on ne saurait du moins l'étendre à celle où l'acquéreur *a Domino* est en présence du *Dominus*, son auteur. C'est pourquoi nous indiquons, dans le texte, la nécessité d'une distinction.

où la remise de la Possession a eu lieu, il était, lui ou la personne aux droits de laquelle il se trouve, incapable de disposer à titre gratuit.

4° Peu de décisions ont trouvé la véritable voie. Celles qui l'ont trouvée y entrent, d'ailleurs, avec une résolution inégale.

Un arrêt de Pau du 12 Janv. 1874 (D. 75. 2. 113) se borne à avancer que le titre qui constitue la Possession « a un effet plus ou moins péremptoire, suivant qu'il est « opposé à l'action réelle d'un tiers revendiquant, ou à « l'action personnelle d'un demandeur en restitution. »

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Décembre 1877 (D. 78. 1. 176) est plus net. Il admet expressément que la cour de Paris, contre l'arrêt de laquelle le pourvoi était formé « était fondée à reconnaître qu'il n'y avait pas eu entre les parties convention translatrice de propriété ». On voit que le rôle du texte est exactement aperçu : il fait présumer un titre.

Enfin, deux décisions sont très claires.

Un arrêt de Paris du 12 mars 1908 (*Gaz. des Trib.* 23 Mai 1908) d'après lequel le rôle de la Possession est « de faire présumer le juste titre », et un jugement de Cambrai du 19 Janvier 1905 (*Gaz. Pal.* 1903. 1. 490) qui considère que le Possesseur tire de sa possession « avec rapports juridiques de donateur à donataire, la preuve d'un mode d'acquisition régulier... »

---

## CHAPITRE IV

---

### DE LA POSSESSION REQUISE

#### I

Un point reste à déterminer : Il s'agit de savoir quelles personnes, parmi celles qui exercent sur un meuble une maîtrise de fait, pourront invoquer l'article 2279 et la présomption de titre translatif qu'il consacre. Pour prendre un exemple pratique, et qui se rapporte à notre sujet, nous supposerons que des héritiers retrouvent aux mains de tiers des titres au porteur qui ont appartenu au défunt. Ces tiers, sur la réclamation qu'on leur adresse, prétendent les tenir de lui à titre de Don manuel. Va-t-on leur appliquer l'article 2279 et les décharger de toute preuve à cet égard ?

Il faudra distinguer. Le Possesseur, en effet, n'est légitimement protégé que dans un cas : celui où, à la difficulté de la preuve (habituelle, comme on le sait,

en matière de meubles), se joint une apparence très sérieuse que son allégation est vraie. Il n'y a point d'autre raison d'« opportunité » à la situation de faveur qu'on lui ménage. Certains arrêts se sont même fondés directement sur elle, manifestant, pour ainsi dire, « à nu », qu'ils tiraient d'elle toute leur justification pratique.

Par exemple, un arrêt de Lyon du 28 décembre 1838 (S. 39. 2. 257) exige que les Dons manuels soient établis « soit par des preuves certaines, soit (et c'est ici « que la dispense a lieu), par des présomptions qui « rendent vraisemblables les faits qui les constituent « et ne laissent aucun doute sur leur existence ».

Un autre arrêt (Req. 22 déc. 1891, déjà cité) après avoir invoqué l'article 2279 se fonde, au surplus, sur ce que le Don est « rendu vraisemblable par l'affection « maternelle de la défunte » envers le Possesseur.

Enfin, un arrêt d'Amiens du 6 février 1894 (Rec. des arrêts d'Amiens 94.43) admet que la preuve du Don manuel résulte des « circonstances de la cause ».

De tels motifs, à la vérité, ne suffisent point. La seule opportunité n'a pas par elle-même la vertu de créer du droit : l'appui de motifs vraiment juridiques lui est nécessaire. Aussi les interprètes ont recouru à l'article 2279, qui est ainsi devenu leur raison immédiate et prochaine de décider. Toutefois, il ont dû maintenir leur attention sur les raisons médiatees que nous avons vues, et s'ils ont permis au Possesseur de dire : « En

« fait de meubles la possession vaut titre », du moins ont-ils exigé que cette Possession présentât tous les signes qui accompagnent l'exercice du droit de propriété. Nous allons entrer à ce sujet en quelque détail (1).

## II

Il va de soi, d'abord, que les éléments essentiels de la Possession, le *corpus* et l'*animus*, doivent être réunis. La Possession ne se conçoit pas sans eux.

L'*Animus*, il n'y a rien à en dire. On sait qu'il consiste dans la volonté de se conduire en propriétaire de la chose qu'on détient, et que son existence est pré-

(1) Nous donnons ici un certain nombre de décisions relatives aux caractères que la Possession doit réunir. Il est à remarquer qu'un grand nombre d'entre elles se rapportent en même temps à la fonction que doit remplir l'article 2279 au profit du possesseur in-quiété par son auteur immédiat. De même beaucoup de décisions citées au chapitre précédent indiquaient aussi les caractères que la possession doit réunir.

Trib. Florac, 29 juin 1849. S. 49. 2. 434 ; Bordeaux, 19 mars 1868, D. 68. 2. 222 ; Grenoble, 19 mars 1869. S. 69. 2. 99 ; Paris, 3 juillet 1875. S. 76. 2. 140 ; Paris, 9 août 1875. D. 77. 2. 56 ; Paris, 25 mars 1876. D. 77. 2. 9 ; Paris, 1<sup>er</sup> déc. 1876. D. 78. 2. 73. Pau, 6 mai 1879. D. 80. 2. 197 ; Poitiers, 15 mars 1880. D. 80. 2. 153 ; Paris, 27 août 1881, S. 81. 2. 256 ; Orléans, 3 juillet 1886. *Gaz. Pal.* 86. 2. 731 ; Rouen 18 fév. 1888, sous Cass. 12 août 1891. D. 92. 1. 623 ; Rouen, 3 mars 1890. *Gaz. Pal.* 90. 2. 219 ; Amiens, 27 octobre 1892. *Rec. d'Amiens*, 92. 251 ; Pau, 21 mars 1893. D. 94. 2. 438 ; Dijon, 11 août 1893. S. 94. 2. 95.

sumée, en vertu de l'article 2230 C. civ., tant que la preuve contraire n'est pas faite.

Quant au *Corpus*, il faut présenter ici des observations spéciales. Certains ont prétendu que le Possesseur d'un meuble ne pouvait se prévaloir de l'art. 2279 que s'il le possédait *corpore suo*. Il nous semble que c'est à tort. On ne voit pas pourquoi la maîtrise d'une chose *alieno corpore* serait privée, en matière de meubles, de son efficacité ordinaire. Si cependant cette exigence ne nous paraît fondée sur aucune véritable règle de la Possession, il est quand même vrai qu'elle doit être admise, en quelque mesure, à un autre titre.

En premier lieu, le Possesseur qui a délégué sa Possession à autrui, pour qu'il l'exerce à sa place, ne pourra pas toujours prouver la délégation qu'il lui en a faite. Des écrits sont rarement dressés et le détenteur précaire du meuble manquera parfois de bonne volonté.

D'autre part, à cette difficulté de fait, générale en notre matière, une seconde s'ajoute, qui tient aux conditions du Don manuel lui-même.

On sait que le Don manuel ne se forme que par une tradition véritable. Une doctrine et une jurisprudence unanimes repoussent les traditions de longue et de brève main. Un déplacement matériel est requis. Il faudra donc, s'il en est ainsi, que le Possesseur qui allègue un Don manuel ait possédé le meuble par lui-même, *corpore suo*, au moins pendant un instant de

raison. C'est seulement si ce dernier point est constant que la présomption de l'article 2279 pourra s'appliquer ; autrement, le titre translatif qui en est l'objet, à savoir le Don manuel, ne serait même pas concevable, et les faits eux-mêmes viendraient démentir son existence.

Il suit de là que la Possession du prétendu donataire se constitue, somme toute, moins facilement que celle, par exemple, d'un Possesseur d'immeuble.

### III

Si, d'ailleurs, les éléments qu'on a vus suffisent à sa constitution proprement dite, il faut encore qu'elle offre, pour être efficace, certains caractères ou qualités.

La jurisprudence les indique, en certaines de ses décisions, par référence à l'article 2229 C. civil.

Mais on doit tout de suite observer que cet article a pour objet de fixer quelques-unes des conditions de la Prescription, et que, partant, il ne concerne que les Immeubles, qui, seuls, sont prescriptibles. Aussi, son énumération tombe-t-elle à faux en plus d'un point, quand il s'agit de la Possession mobilière. C'est donc justement que la plupart des décisions, au défaut de la

loi, construisent ici une théorie originale, pour laquelle elles créent même leur terminologie. Elles exigent, indifféremment, que la Possession soit *légitime*, ou *régulière*, ou *de bonne foi*, ou encore, *non équivoque*. Seule la dernière expression est technique et c'est elle aussi bien qui se retrouve le plus fréquemment. Nous voudrions préciser le sens que la jurisprudence lui prête.

D'abord, la condition d' « absence d'équivoque » coïncide ici, en quelque mesure, avec la condition semblable exigée par l'article 2229. On sait ce qu'elle signifie. La loi a entendu qu'aucun doute ne fût permis sur le titre de propriétaire auquel le bien était possédé, et l'utilité d'une pareille prescription apparaît nettement quand on songe que la seule personne privée des avantages de la possession par l'exigence de l'*Animus Domini* est celle dont il est certain et prouvé que l'*Animus* n'existe pas, parce qu'un titre exprès rend sa possession précaire. A défaut d'une telle preuve, l'*Animus* est présumé. Cependant, il serait inique que toute personne qui bénéficie de la présomption pût, par le fait même, se prévaloir de sa qualité de possesseur. La loi a tenu compte de cette considération, et elle a voulu que la possession, pour permettre de prescrire, fût pure de toute circonstance qui, sans contredire formellement l'*Animus*, en altérerait cependant l'intégrité.

La jurisprudence a fait dans notre matière l'appli-

cation de cette règle, établie, à vrai dire, pour la prescription, mais d'un fondement si général qu'elle est justifiée dans tous les cas où la possession est en jeu. On peut même dire que, pour les meubles, des raisons particulières se présentent d'exiger l'absence d'équivoque, et qu'on est sévère à plus juste titre qu'ailleurs sur tous les alentours de l'*Animus Domini*.

La nature des choses, en effet, multiplie les cas où son existence est douteuse.

Les contrats relatifs aux meubles, premièrement, entraînent presque toujours un déplacement de possession. Il en sera ainsi, par exemple, en matière de mandat et de commission afin de vendre ou d'acheter, de mandat encore afin de gérer. Tandis que le Bien immeuble reste en place, et que le mandataire ne va pas s'y installer, l'objet mobilier, au contraire, tombe toujours entre ses mains. De même certains contrats propres aux meubles supposent que le tiers avec qui l'on traite obtient sur l'objet une maîtrise de fait absolue (toutes les variétés de Dépôt, par exemple).

En second lieu, la vie juridique, comme nous le savons, se passe ici furtivement et sans laisser de traces, et si l'on ne dresse pas d'écrit pour constater les transferts de propriété, on n'en dressera pas davantage, bien souvent, touchant les remises de possession à titre précaire. Aussi, comme le Propriétaire sera souvent empêché d'exercer son action en restitution, faute de pouvoir prouver le titre qui la fonde, il y aura lieu d'être

exigeant quant aux qualités de la Possession qui lui est opposée. Ce ne sera pas faire tort au Possesseur, mais simplement lui retirer le profit d'une situation qui aurait trop bien tourné pour lui. L' « état de fait » que constitue la détention d'un meuble peut être accompagné d'un si grand nombre d' « états de droit » distincts de la propriété, qu'on ne saurait le scruter avec trop de soin pour découvrir sa signification véritable : on devra, par exemple, examiner si le Possesseur n'avait pas l'habitude de faire des opérations au compte de celui dont il tient la chose, s'il n'administrait pas sa fortune, s'il ne recevait pas de lui certaines valeurs en dépôt, etc.

Il faut donc approuver la jurisprudence d'avoir ainsi maintenu cette règle, si juste en elle-même de l' « absence d'équivoque », au sens où elle est couramment entendue.

#### IV

Elle ne pouvait d'ailleurs s'en tenir là. La loi elle-même lui traçait le chemin en imposant à la Possession d'être paisible, continue et publique. C'est qu'en effet de nombreux cas se présentent où, malgré un *Animus* certain, le Possesseur ne saurait se prévaloir à bon droit de sa situation. A-t-il usé de violence pour s'emparer de l'Immeuble ou pour le garder, ne fait-il que de loin en loin des actes de propriétaire, se cache-t-il

même en les faisant, — de telles circonstances, tout en ne détruisant pas *la volonté* d'être propriétaire, rendent singulièrement douteux *le droit* à l'être, et l'article 2229 se fonde là-dessus pour empêcher le Possesseur de prescrire. Or, une situation semblable peut être celle du Possesseur d'un objet mobilier ; seulement, si sa possession peut être ainsi entachée et suspecte, du moins n'est-il pas possible, comme pour le vice du paragraphe précédent, de lui transporter telles quelles les règles applicables à la possession des Immeubles. Elle y résiste, en effet, par sa nature et par son régime. La majorité de la jurisprudence l'a bien vu ; elle a compris que si la violence se conçoit à la rigueur pour les meubles, elle ne répond plus alors à l'idée habituelle qu'on s'en forme, savoir celle de voies de fait exercées autour d'un bien fixe dans la vue d'en déloger un autre et de s'y installer ; — pareillement que la publicité de la possession convient surtout à un bien de cette sorte, maison ou fonds de terre, et qu'enfin la continuité, si difficile à reconnaître pour un objet fuyant et caché comme un meuble est entièrement inutile en un cas : celui où le Possesseur est inquiété sitôt après son entrée en possession. La continuité suppose le délai. Or le délai ici ne sert à rien, car on sait que la possession d'un meuble produit ses effets immédiatement, dès qu'elle commence, au profit du Possesseur. Dans cet état, en présence d'un texte mal adapté à la situation qu'il s'agissait de régler, la jurisprudence a fait du neuf.

Elle a conservé l'idée générale du législateur, mais elle l'a réalisée par un moyen à elle. Elle a forcé l'acceptation traditionnelle des mots « absence d'équivoque » et elle s'en est servie pour la sanction d'un certain nombre d'agissements et de vices propres aux meubles, qui, tout en ne rentrant exactement dans aucune des « catégories » de l'article 2229 peuvent eux aussi rendre la Possession contestable. Par exemple, les arrêts admettent qu'il y a Equivoque et que, partant, le Possesseur ne peut se prévaloir de l'article 2279 « quand « celui-ci a gardé le silence sur la détention des valeurs, ou qu'il n'a parlé d'un Don manuel qu'après « plainte en détournement déposée par un héritier ; ou « encore qu'après s'être assuré auprès des coupables « qu'une opposition avait été faite par les héritiers, il « a recouru à un tiers pour demander mainlevée de « cette opposition » (1).

Il n'est que juste, dans tous ces cas, de refuser au Possesseur, malgré l'absence de tout titre exprès ou de toute circonstance susceptible de contredire ou d'atténuer son *Animus*, la présomption de titre à laquelle il prétend. Sa volonté d'être propriétaire, encore qu'elle ne trouve nulle part d'empêchement et qu'elle soit à la vérité constante, ne doit pas suffire à faire de lui un Possesseur véritable. Il faut encore considérer certains indices matériels qui font échec à l'existence même du

(1) Ex. cités par Bressolles. *op. cit.*, p. 103.

droit que la Possession, somme toute, a pour objet de manifester. La jurisprudence a suivi ce principe et l'a approprié aux meubles avec la théorie, qu'on vient d'indiquer, de l'absence d'équivoque. Notons, en passant, que le seul reproche qu'on puisse lui faire est de manquer encore de précision ; il faudrait qu'à ce terme vague et générique se substituât dans les décisions, une énumération quelque peu complète et détaillée.

Toutes les précautions paraissent donc prises, et l'on doit penser qu'avec la série des conditions qu'on a vues, la protection instituée en matière de meubles n'appartiendra qu'à ceux qui la méritent. A vrai dire, il arrivera encore que « le même service qu'elle rend au propriétaire qui possède, la Possession le rende au non-propriétaire qui possède, et même contre le propriétaire qui ne possède point » (1). Mais il n'en sera que rarement ainsi. Le plus souvent, notre présomption rencontrera juste. On peut donc assurer qu'elle est légitime.

## V

Nous allons finir l'étude de la possession, en considérant les questions de preuve qu'elle soulève.

On sait que, pour être efficace, elle doit satisfaire à

(1) IHERING. — *Fondement des interdicts possessoires*, traduction. Meulenaere, p. 50.

certaines conditions. A qui la preuve incombera-t-elle dans le débat engagé sur ce point entre le possesseur et son adversaire ?

Il ne s'agit pas, remarquons-le, des éléments constitutifs de la possession, l'*Animus* et le *Corpus*. En ce qui les concerne, il n'y a pas de question de preuve.

Le *corpus*, c'est-à-dire la maîtrise exercée sur la chose, se prouve par soi-même. Il éclate aux yeux et se trouve établi dans l'instant où il existe (1).

Quant à l'*Animus*, ou volonté de posséder à titre de propriétaire, l'art. 2230 le présume au profit de la personne investie du *corpus*, et c'est à l'autre partie de prouver qu'elle en est dénuée.

La question ne se pose donc que pour l'« absence d'équivoque », prise dans le sens très large qu'on a vu précédemment. Sera-ce au possesseur de prouver que sa possession n'est pas équivoque, ou à son adversaire de prouver qu'elle l'est ?

M. Bartin, dans son cours sur les *Preuves* de 1909-10, prétend que tout le fardeau retombe sur le posses-

(1) Nous supposons le cas le plus fréquent, celui où le possesseur possède *corpore suo* ; mais il se peut qu'il possède *corpore alieno* ; dans ce cas, il devra établir que telle personne, qui tient le meuble entre ses mains, le possède à sa place ; il devra, de plus, s'il allègue un don manuel, prouver qu'à un moment donné il a eu lui-même le *corpus*, puisqu'on exige pour la validité du don, que le donataire au moins pendant un instant de raison, ait eu lui-même le meuble entre les mains. Si ce point n'était pas acquis (et, manifestement, c'est au possesseur de le prouver) la présomption de Don manuel, comme nous l'avons vu, n'aurait plus de support.

seur. Il invoque ce principe que toute personne qui réclame un avantage doit prouver qu'elle est dans les conditions voulues pour l'obtenir. Si, par exemple, elle se dit créancière, elle exhibera un titre de créance régulier. De même, le possesseur d'un meuble qui se prétend dispensé, par sa possession, de prouver le Don manuel, doit prouver d'abord que sa possession est régulière et, pour ainsi dire, en bonne forme (1).

Cet argument nous paraît spécieux, mais non décisif. Nous voudrions montrer qu'au contraire, le possesseur échappe à l'obligation de rien prouver, touchant l'« absence d'équivoque ».

Une première raison tient à la situation respective des parties. Sans doute, il ne faut pas être trompé par les mots, et l'on doit reconnaître que la preuve de l'absence d'équivoque est au fond une preuve positive, qui se ramène à celle de la régularité de la possession. Seulement, si le possesseur peut prouver que sa possession est régulière, il est certain aussi qu'il ne peut pas le prouver de prime-abord. Sa preuve est une preuve contraire. Elle suppose l'allégation d'un fait d'équivoque, et elle consiste à en établir un autre qui rende logiquement nécessaire l'exclusion du fait allégué. En effet, les circonstances capables de vicier la possession sont si variées qu'il serait impossible de les

(1). Cf. note anonyme du Dalloz, sous Paris, 25 mars 1876, D. 77. 2. 9.

prévoir toutes et d'établir des faits de régularité d'une portée assez générale pour qu'on dût forcément les écarter. Par exemple, un arrêt a admis que la possession d'une personne était équivoque parce qu'on l'avait vu emporter du domicile du défunt un paquet où, selon les apparences, se trouvaient les titres au porteur sujets à la contestation, et qu'au moment du procès elle prétendait avoir reçus à titre de Don manuel. On saisit sur le vif l'impuissance du possesseur à imaginer que des griefs semblables seraient un jour élevés contre lui, et l'on voit par là même qu'il ne peut établir d'avance la régularité de la possession, sa preuve à cet égard devant avoir pour objet, en de telles espèces, la démonstration d'un alibi, etc.

Or, si la procédure commence ainsi par un « acte » de l'adversaire du possesseur, il est naturel, à notre sens, de l'obliger à aller jusqu'au bout et à prouver lui-même ce qu'il affirme. On ne lui fait pas tort, en effet, quand on suppose sa bonne foi, et sa bonne foi garantit que les faits qu'il allègue sont bien à sa connaissance. S'ils sont à sa connaissance, la voie même par laquelle ils y sont parvenus a dû lui révéler la manière de les établir. Il doit savoir sur quels indices ou quelles présomptions se fonder, à quels témoignages recourir, et il n'est pas choquant, dans ces conditions, de lui imposer la preuve. Il serait au contraire très injuste d'en charger le possesseur ; il ne peut, comme nous l'avons vu, que parer les coups qu'on lui porte ;

partant un adversaire de mauvaise foi alléguera n'importe quels faits, qu'il ne serait même pas, quant à lui, en mesure de prouver, parce qu'en réalité ils ne se sont pas produits, mais qu'il choisira de telle façon que la preuve contraire soit très difficile ou même impraticable. Cette preuve n'étant pas faite, le possesseur ne bénéficiera pas de sa possession.

Une seconde raison se présente, d'ailleurs, de repousser le système de M. Martin. Il nous semble qu'on y invoque à tort le principe que pour obtenir un bénéfice, on doit d'abord prouver la réunion des conditions auxquelles il est subordonné. Un tel principe se comprend bien, quand ce bénéfice constitue en lui-même une dérogation à l'état de fait qu'on suppose spontanément. Par exemple, si l'on considère deux personnes quelconques, sans rien savoir sur elles de particulier, il est vraisemblable de penser qu'elles sont dans une indépendance respective absolue, et il faut admettre que si l'une se dit créancière de l'autre elle aura à prouver son droit, que rien ne manifeste au dehors. Au contraire, le principe ne s'applique plus en matière de possession. L'« apparence initiale » (dont M. Martin lui-même a si finement montré, dans ce même cours, toutes les diverses applications) est ici en faveur du possesseur. La condition de son bénéfice, c'est-à-dire une possession régulière, ressort, à première vue, des faits eux-mêmes ; on doit donc tenir pour vrai le témoignage qu'ils fournissent, et, s'il est faux, contraindre à la

preuve ceux qui en allèguent la fausseté. La Loi elle-même fait une application de cette règle quand elle présume l'*Animus*. Il y a tout lieu de croire, en effet, que la personne qui accomplit sur une chose des actes de propriétaire n'est obligée par aucun titre à la restituer. Or la même apparence existe, quant à la *régularité* de la possession. Ici également *provision* lui est due, et c'est donc justice en appliquant par analogie la règle formulée pour l'*Animus*, d'exiger de l'adversaire du possesseur la preuve de l'équivoque.

---

## CONCLUSION

---

Il nous paraît donc, en résumé, que dans le conflit supposé par nous entre le prétendu Donataire manuel et le tiers dont il tient le meuble, le premier est fondé à invoquer à l'encontre du second l'article 2279. L'effet de cet article est, alors, de faire présumer qu'un contrat d'aliénation est intervenu au profit du Possesseur. Nous avons donné les raisons théoriques, qui, d'après nous, justifient cet usage particulier du texte. Les raisons de droit positif ne nous ont pas manqué non plus. On sait enfin, à quelle sorte de Possesseur doit seulement appartenir la protection que nous avons vue.

Mais quoiqu'on puisse ainsi parvenir, par la simple interprétation, à des solutions favorables aux divers

intérêts engagés, il est à désirer que cette matière soit un jour l'objet d'une réglementation légale précise. Elle seule, en effet, assurerait à ces solutions la sûreté d'application qui convient au Droit.

FIN

---

VU :

*Le Président de la Thèse,*  
Ambroise COLIN,

VU :

*Le Doyen,*  
P. CAUVÈS,

VU :

et permis d'imprimer,

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

Pour le Vice-Recteur,  
*L'Inspecteur de l'Académie,*

ISTRIA.

# TABLE

---

|                                                                                         | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                                      | 5     |
| CHAP. I. — L'art. 2279 C. civ. et la validité des Dons manuels..                        | 7     |
| CHAP. II. — L'art. 2279 C. civ. et la preuve des Dons manuels..                         | 26    |
| CHAP. III. — La Doctrine et la jurisprudence sur le rôle probatoire de l'art. 2279..... | 39    |
| CHAP. IV. — De la Possession requise.....                                               | 54    |
| CONCLUSION .....                                                                        | 70    |



